

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, 25 francs par an.
 " " 14 " " six mois.
 " " 7 50 " " trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez
MM. LAFFITTE, BULLIER et C^o, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BULLIER
et C^o, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX 18 juin 1863.

En tête de sa partie officielle le *Moniteur* promulgue un décret portant convocation, au 20 juillet, des conseils d'arrondissement pour la première partie de leur session de 1863.

La France annonce qu'on recevra vers le 2 juillet le rapport détaillé du général Forey sur la prise de Puebla et sur les premières opérations contre Mexico.

Pendant que l'on s'évertue à chercher une solution à la question polonaise, le cabinet de Saint-Petersbourg, fort peu soucieux de l'intervention de la diplomatie, prépare ouvertement des mesures énergiques pour étouffer l'insurrection. Jusqu'ici, on a gagné du temps et c'est sur ce temps que compte encore le gouvernement russe pour atteindre l'automne, époque où l'intervention des puissances étrangères deviendra impossible.

L'Angleterre, par l'organe de lord Palmerston, insiste, avec sa bonne foi habituelle, sur une intervention armée de la France en faveur de la Pologne. Mais elle se garderait bien d'envoyer un seul vaisseau dans la Baltique pendant que nos soldats, selon son conseil, traverseraient l'Allemagne.

S'il faut s'en rapporter à l'opinion émise par le *Journal*, journal qui s'imprime à Moscou, l'idée d'un congrès, si souvent mise en avant n'aurait pas la moindre chance de succès :

Pour qui donc nous prend-on, s'écrie ce journal, si l'on nous croit capables de soumettre la question de Pologne aux décisions d'un congrès, autrement dit, d'appeler de notre procès avec les Polonais devant les étrangers, de reconnaître le droit d'intervention de l'Europe dans notre administration intérieure et de nous lier par de nouvelles obligations devant l'aréopage européen, la Turquie y compris ? Nous le répétons, un congrès est impossible. La question russo-polonaise ne peut-être arrangée que par nous-mêmes et par personne autre. Les prétentions polonaises ne touchent pas seulement un royaume, mais encore toute la Russie de l'ouest et elles se manifestent

non-seulement en paroles, mais aussi en actions; et il n'existe pas de solution qui ne doive être révélée qu'au congrès que nous ne connaissons depuis longtemps, et dont la réalisation ne soit pas dans notre droit et dans nos pouvoirs.

L'Europe publie le texte officiel du projet de conciliation entre la Prusse et l'Autriche, élaboré par le ministre Saxon, M. de Beust, pendant son séjour à Berlin.

Voici les points principaux de ce projet : Le Gouvernement prussien, désirant conserver l'intégrité du Zollverein, et menager cependant une entente avec l'Autriche, est prêt à négocier avec cette puissance, après l'expiration du traité de 1833. La Prusse aura en vue dans ces négociations le traité avec la France, principalement l'article 31. L'adhésion de la France dépendra de l'importance de l'arrangement avec l'Autriche. La Prusse fera ses efforts pour avoir le consentement de la France, mais elle déclare qu'elle ne veut l'obtenir que si le Zollverein adopte le traité français.

A Mexico, dit une correspondance adressée au journal la France, le président Juárez continuait ses persécutions contre les étrangers, les familles riches et les prêtres. Il recevait des dépêches continuelles de Comonfort, qui lui demandait des renforts, et il venait de lui envoyer plus de six régiments qui constituaient ses seules réserves. Juárez paraissait comprendre que la chute de Puebla entraînerait inévitablement celle de Mexico, ainsi que cela a toujours eu lieu depuis cinquante ans.

J. RENOUX.

Une correspondance havraise du Pays, après avoir reproduit les incidents, de la brutale agression du *Leopard*, ajoute :

Maintenant, voici la version anglaise, car il y a une version anglaise qui a été présentée à la Chambre des communes dans la séance d'avant-hier 9 juin. M. Addington ayant demandé des explications au Gouvernement sur l'affaire du *Leopard* qui commence à occuper l'attention de la cité de Londres, voici en substance ce qu'a répondu le secrétaire de l'Amirauté, lord Clarendon Paget :

Le croiseur anglais *Zebra*, ayant ren-

contré vers l'embouchure du Congo, un navire à allure suspecte, l'avait visité ; mais celui-ci, ayant refusé de montrer ses papiers, la *Zebra* l'avait pris à sa remorque espérant rencontrer d'un moment à l'autre un bâtiment de guerre français avec lequel il pourrait vider la question. Cette rencontre n'ayant pas eu lieu et le capitaine du *Leopard* persistant dans son refus de montrer ses papiers, le commandant de la *Zebra* avait envoyé le navire, sous le commandement d'un officier anglais, à Sierra-Leone, pour être jugé en Cour d'Amirauté. Mais le consul français ayant produit les papiers du navire saisi, il avait été relâché.

On voit que, dans le récit du secrétaire de l'Amirauté, il n'est pas dit un seul mot de l'intervention si opportune du commandant de l'*Africain*, qui a eu pour résultat d'ouvrir instantanément les yeux de la Cour d'Amirauté de Sierra-Leone. Au surplus, entre le récit circonstancié du capitaine du *Leopard*, et les allégations vagues du secrétaire de l'Amirauté, le public impartial de tous les pays prononcera. — Monville.

Nous lisons dans le Pays :

Tout le monde connaît l'affaire du capitaine Cordier, commandant le navire de pêche le *Leopard* et la manière dont l'équipage de ce navire a été traité par la corvette de guerre anglaise *Zelga*.

Le *Leopard* a été saisi, a subi des avanies et a été sequestré pendant cinquante jours, en dépit des protestations du capitaine et de la régularité de ses papiers.

On assure que la plainte du capitaine Cordier au ministre de la marine ayant été examinée et reconnue exacte, une réparation va être demandée à l'Angleterre par la voie diplomatique.

Pologne.

L'*Invalide russe* du 11 juin recommence à publier des dépêches sur l'insurrection en Lithuanie. Il en résulte que l'insurrection n'a pas perdu de son intensité dans cette contrée. De l'aveu même du journal russe, le corps commandé par l'abbé Mackiewicz compte plus de 1,500 hommes et il a soutenu sans beaucoup de pertes, de vives attaques dirigées contre lui dans les forêts de Cytowiany. Un autre engagement sans résultat décisif a eu lieu près de Witeky entre 300 insurgés et deux compagnies d'infanterie russe. Les insurgés auraient perdu 30 hommes. L'*Invalide* parle enfin d'un combat livré dans le district de

Honindaw. Les insurgés auraient été délogés de leurs positions.

Les correspondances ordinaires publient ces détails tristement intéressants :

On écrit de Varsovie, le 11, au *Journal de Posen* du 14 :

Le bulletin de la petite Russie publié par le comité national constate que les dispositions des paysans de cette province sont beaucoup plus favorables à l'insurrection. Le clergé grec lui-même convaincu aujourd'hui que sa religion n'est pas menacée, est devenu bien moins hostile aux Polonais.

Dans le royaume de Pologne, les corps s'organisent avec une rapidité incroyable; les armes et les munitions arrivent de l'étranger malgré la surveillance rigoureuse exercée en Autriche, mais surtout en Prusse. On s'attend pour bientôt à une reprise vigoureuse des opérations.

L'archevêque Felinski a protesté énergiquement contre la conduite injustifiable des autorités militaires russes qui n'ont pas permis à M. Konowicz et à ses compagnons de remplir avant l'exécution leurs derniers devoirs religieux.

Autriche.

On écrit de Vienne, 14 juin :

Nos journaux sont dans la joie, ils ne doutent plus de l'entente complète entre la France, l'Angleterre et l'Autriche et ils sont convaincus que la Russie cédera sous la pression des trois puissances.

S'il faut en croire la *Presse*, le discours du trône à l'ouverture du Reichsrath déclarera que l'Autriche entretient de bons rapports avec toutes les puissances et donnera l'assurance que la paix de l'Europe n'est pas troublée.

La récolte sera mauvaise en Hongrie, les propriétaires subissent des pertes énormes surtout en bétail. Des milliers de moutons meurent de faim, le banat est obligé de se procurer au dehors des grains et de la farine, fait qui ne s'est pas produit depuis plusieurs siècles. Cet état de choses oblige le gouvernement de suspendre la perception des impôts directs et de rechercher les moyens de trouver des approvisionnements pour les comitats menacés de la famine.

On se croyait à la veille d'une solution dans la question vénitienne, on n'y est pas encore, car il existe des dissentiments sérieux entre l'administration autrichienne et les notables vénitiens qu'elle a consultés.

Quant à la question allemande, elle est et restera toujours encore dans le *statu quo*; il n'est pas facile d'arracher une idée pratique à nos philosophes, discuter souvent, discuter toujours, à la bonne heure ! mais se mettre d'accord sur la manière d'expliquer une théorie, cela est contraire à toutes leurs habitudes; ils n'en viennent qu'à regret à cette dure extrémité.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

New-York, 6 juin.

Le général Grant a vigoureusement bombardé Wicksburg le 31 mai. On dit que le corps confédéré de Johnston marche, non sur Wicksburg, mais sur Memphis.

Banks a attaqué Port-Hudson, le 27 mai. Weitzel commandait la droite des fédéraux. Sherman et Weitzel commencèrent l'attaque. La lutte s'engagea bientôt sur toute la ligne. Les fédéraux rencontrèrent partout une résistance désespérée. Weitzel s'empara d'une batterie de six canons qu'il tourna contre les confédérés. Sherman fut repoussé. Le centre des fédéraux paraît avoir obtenu quelques succès. Le combat recommença le lendemain, mais on en ignore le résultat.

La *Tribune* assure que, le 28, à 5 heures du soir, Banks aurait donné aux troupes l'ordre de retourner dans les positions qu'elles occupaient avant l'attaque.

Des renforts ont été envoyés de la Nouvelle-Orléans à Banks.

Cette affaire a coûté aux fédéraux de 2,000 à 4,000 hommes.

Sherman est arrivé blessé à la Nouvelle-Orléans.

L'armée de Lee marche sur Gordonsville. On croit qu'elle passera le Rappahannock. Le général des fédéraux Hooker, fait ses préparatifs en conséquence.

M. Fernando Wood, chef du parti démocratique, a eu une entrevue avec M. Lincoln.

Le *Herald* croit à un revirement de l'opinion publique au sujet de la guerre. La paix est le désir de tous.

Breslau, 15 juin.

La *Gazette de Breslau* publie des nouvelles de Varsovie en date d'avant-hier, portant qu'un prêtre a été pendu.

L'archevêque, ainsi que le chapitre, ont protesté contre cette exécution, en exigeant que le cadavre leur fût remis.

La protestation et la demande ont été

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 19 JUIN 1863.

— N° 9. —

LE TREMBLEMENT DE TERRE*

CHAPITRE VIII.

DONA LOUISA.

(Suite).

Don Gomez regarda ces deux charmantes figures avec une satisfaction double par la conscience que la plus ravissante des deux était son enfant, son trésor. Il voyait revivre en Paula ses meilleurs sentiments, rajeunis et purifiés. Elle possédait, non-seulement l'instinct confus du bien, mais encore la force de l'accomplir. Elle était la dernière née et la favorite. Deux de ses frères servaient dans les régiments du Chili et du Pérou ; un troisième prenait part comme volontaire à la guerre contre Napoléon dans la Péninsule hispanique. Tous les trois ils avaient quitté de bonne heure la maison paternelle, tandis que Paula, à part deux années passées dans un pensionnat renommé de la Ha-

vane, était constamment restée sous les yeux de ses parents et devenue de jour en jour plus chère au cœur du comte. Aussi lui coûtait-il beaucoup plus de se séparer de sa fille que de sa femme. Il lui adressa des questions auxquelles elle répondit avec une simplicité enfantine ; il se fit raconter les angoisses qu'elle avait éprouvées à son sujet ; il lui donna les noms les plus tendres et lui rendit ses caresses avec une effusion que la douleur des adieux exaltait encore.

Don Rodriguez, par discrétion, avait voulu se retirer. Mais il est des hommes dont la présence ne gêne point les épanchements que nous dérobon aux regards des indifférents, et le comte avait retenu le marquis. Impossible de peindre l'attendrissement que lui causa cette jeune fille cramponnée à ce vieillard comme le lierre à la tour chancelante d'un antique château. Impossible de dire les pensées diverses qui se croisaient en lui lorsqu'il entendit Paula déployer les richesses de son cœur. Il ne savait qu'admirer le plus, ou de la délicatesse, ou de l'énergie de ces sentiments qui débordaient. Cependant cette admiration était pure de toute jalousie, de tout désir égoïste ; le seul vœu qu'il formât au fond de son âme, c'était que don Escudero sût apprécier toute la valeur de celle qui lui était destinée.

Enfin le comte se leva, et sa fille, lui donnant le bras, l'accompagna jusqu'à la porte cochère. Il était déjà en voiture qu'elle restait encore là, lui adressant ses derniers signes d'adieu.

Oh ! dit-il, le plus grand bonheur d'un père, c'est d'avoir des enfants véritablement bons. M. le marquis, je pars le cœur allégé ; car, je le sais, vous ne ces-

serez pas de vous intéresser à ma famille.

CHAPITRE IX.

LES DEUX AMIES.

Quand le nouvel état de choses parut consolidé à Caracas, et que les passions se furent apaisées, la Junte se montra tolérante envers les partisans de l'ancien régime. Certains fonctionnaires bannis d'abord furent autorisés à rentrer, et don Antonio d'Huerta, après avoir passé quelque temps à Portorico, revint à Caracas pour y vivre en simple particulier. Quelques hommes et quelques familles seulement, fort détestés de la population, n'obtinrent pas ou n'osèrent pas demander la fin de leur exil. Don Escudero, par exemple, s'embarqua pour sa ville natale, la Carthagène d'Amérique ; d'autres partirent pour l'Europe ou pour celles des colonies où la révolution n'avait pas encore éclaté.

L'état de la comtesse del Tesoro ne s'améliorait point, ce qui empêchait de terminer ses affaires et de s'occuper des préparatifs de son départ. Son mari lui avait écrit qu'il l'attendait à Cuba, et exprimé en même temps l'espoir qu'elle aurait trouvé un accommodement avec don Felipe. Mais dona Louisa n'avait pas revu ce dernier.

Don Rodriguez s'était procuré quelques renseignements, par malheur fort incomplets, sur le caractère de l'inconnu dont la personne échappait à toutes ses recherches. Un jour, en entrant dans la salle des archives, au palais du gouvernement, il y aperçut un homme très-occupé à parcourir de vieux actes, et il fut frappé de sa

ressemblance avec le portrait qu'on faisait de l'étranger. Il interrogea un employé et n'obtint que cette réponse peu satisfaisante :

Je ne connais pas cet homme ; je ne sais qu'une chose : c'est que, par la protection de don Simon Bolivar, il a obtenu l'autorisation de prendre connaissance des pièces d'un procès concernant un membre de la famille del Tesoro.

A cette nouvelle, Rodriguez s'approcha de l'inconnu :

Monsieur, lui dit-il, je suis le marquis de Vallida, et je pense avoir l'honneur d'être connu de vous, au moins de nom ; car, si je ne me trompe, c'est vous qui m'avez adressé une couple de lettres importantes.

En effet, et je me suis servi de votre jeune esclave mulâtre pour vous les faire parvenir sûrement.

Josefa n'est ni mon esclave, ni même au service de ma mère ; on pourrait plutôt la nommer ma sœur.

Au moins mériterait-elle de l'être, malgré le blâme qui s'attache au mariage de son père.

Oserais-je vous demander votre nom ? reprit Rodriguez, sans s'arrêter à cette dernière remarque. Je désirerais savoir à qui la patrie et moi personnellement nous devons ces services désintéressés dont l'auteur se cache avec tant de modestie.

Je me nomme Lopez.

La comtesse del Tesoro m'a chargé, il y a quelque temps, de vous remercier du service que vous lui avez rendu le 13 avril.

J'ai été depuis chercher ces remerciements moi-même.

La comtesse est dangereusement malade. La révolution a porté un rude coup

à son esprit fier et susceptible.

Un sourire méchant fut l'unique réponse de Lopez.

Ils échangèrent encore un regard scrutateur, puis don Rodriguez se retira, plus intrigué que satisfait. A la première rencontre, il demanda à Bolivar des nouvelles de Lopez.

Il est parti pour Bogota la semaine dernière, et nous pouvons espérer qu'il y servira activement notre cause.

Le marquis n'aurait pas sans plaisir le départ de cet homme, à la présence duquel il attribuait secrètement la maladie de la comtesse.

Et pourquoi se tient-il si fort à l'arrière-plan ? reprit-il. Ses apparences modestes me semblent cacher du mérite.

Il est plein de courage, de prudence et d'abnégation, et il a beaucoup contribué au succès de notre cause dans les autres villes des colonies. S'il n'affiche pas les services qu'il nous rend, c'est pour agir d'une façon d'autant plus efficace ; et s'il vit dans la retraite, c'est par suite de malheurs anciens dont il ne m'est pas permis de divulguer le secret.

La considération avec laquelle Bolivar parlait de Lopez dissipa quelque peu l'antipathie du marquis pour ce dernier. Croyant que la nouvelle du départ de cet ennemi tranquilliserait la comtesse del Tesoro, il résolut d'aller en personne l'en informer. Par délicatesse, il avait suspendu ses visites chez elle. Il craignait que, la mère étant malade, on ne les attribuat à son intérêt pour la fille, et Paula était la fiancée d'un autre !

Cependant, loin de négliger ces dames, il envoyait chaque jour Vincent prendre de leurs nouvelles ; d'un autre côté, la marquise faisait des visites à la malade